

Le MEDEF ne doit pas faire la loi ! Mobilisons nous le 9 avril !

L'accord MEDEF, c'est la précarité pour tous !

L'Accord National Interprofessionnel qui est débattu en ce moment à l'Assemblée Nationale pour être transposé dans la loi est une régression sociale. Il « sécurise » les intérêts des employeurs et de leur droit de licencier plus facilement. Il réintroduit les accords « compétitivité emplois » défendus par Nicolas Sarkozy : un « accord de maintien dans l'emploi » signé par des syndicats donnerait le droit au patron d'une entreprise d'exiger des salariés qu'ils baissent leurs salaires et/ou travaillent plus longtemps, en échange d'une vague promesse de ne pas supprimer d'emplois. Un salarié ne pourrait plus s'y opposer et pourrait être licencié sans possibilité de saisir les prud'hommes.

Une politique alternative est possible

Contrairement à ce que répètent Laurence Parisot, la patronne du MEDEF et le gouvernement Ayrault, le problème, ce n'est pas le coût du travail, c'est le coût du capital et la domination de la finance.

Le Front de gauche porte d'autres propositions pour défendre l'emploi, combattre la précarité, répartir le travail et faire reculer le chômage :

Le CDI à plein temps comme norme du travail en limitant les CDD à 5% par entreprise, à 10% pour les entreprises de moins de 50 salariés.

L'interdiction des licenciements et les suppressions d'emplois dans les entreprises en bonne santé financière. Le droit de veto suspensif pour les syndicats pour examiner les alternatives possibles, et un droit de préemption des salariés pour reprendre la production sous des formes coopératives ou d'économie sociale.

A l'opposée de la précarité généralisée le Front de Gauche défend une véritable Sécurité Sociale Professionnelle qui garantisse une continuité des droits et des revenus des salariés. Nous voulons « L'Humain d'abord » !

Le MEDEF ne doit pas faire la loi ! Mobilisons nous le 9 avril !

L'accord MEDEF, c'est la précarité pour tous !

L'Accord National Interprofessionnel qui est débattu en ce moment à l'Assemblée Nationale pour être transposé dans la loi est une régression sociale. Il « sécurise » les intérêts des employeurs et de leur droit de licencier plus facilement. Il réintroduit les accords « compétitivité emplois » défendus par Nicolas Sarkozy : un « accord de maintien dans l'emploi » signé par des syndicats donnerait le droit au patron d'une entreprise d'exiger des salariés qu'ils baissent leurs salaires et/ou travaillent plus longtemps, en échange d'une vague promesse de ne pas supprimer d'emplois. Un salarié ne pourrait plus s'y opposer et pourrait être licencié sans possibilité de saisir les prud'hommes.

Une politique alternative est possible

Contrairement à ce que répètent Laurence Parisot, la patronne du MEDEF et le gouvernement Ayrault, le problème, ce n'est pas le coût du travail, c'est le coût du capital et la domination de la finance.

Le Front de gauche porte d'autres propositions pour défendre l'emploi, combattre la précarité, répartir le travail et faire reculer le chômage :

Le CDI à plein temps comme norme du travail en limitant les CDD à 5% par entreprise, à 10% pour les entreprises de moins de 50 salariés.

L'interdiction des licenciements et les suppressions d'emplois dans les entreprises en bonne santé financière. Le droit de veto suspensif pour les syndicats pour examiner les alternatives possibles, et un droit de préemption des salariés pour reprendre la production sous des formes coopératives ou d'économie sociale.

A l'opposée de la précarité généralisée le Front de Gauche défend une véritable Sécurité Sociale Professionnelle qui garantisse une continuité des droits et des revenus des salariés. Nous voulons « L'Humain d'abord » !



**EMPÊCHONS
LE MEDEF
DE FAIRE LA LOI**

Les députés de gauche ne doivent pas voter l'ANI !

Les parlementaires du Front de Gauche à l'Assemblée nationale et au Sénat ont engagé une bataille sans concession pour empêcher cette régression. Le Front de gauche appelle à se mobiliser massivement dans les jours à venir. Il interpelle solennellement les parlementaires PS, EELV et leurs alliés pour qu'ils ne retranscrivent pas ce texte en loi : ils n'ont pas été élus en juin dernier pour faire la politique du Medef ! Qu'ils n'écoutent pas ceux qui contestent la primauté du parlement : c'est à eux qu'il appartient de faire la loi. Pas au Medef ! Tous les citoyens doivent se mobiliser et manifester avec les organisations syndicales le 9 avril partout en France.



**EMPÊCHONS
LE MEDEF
DE FAIRE LA LOI**

Les députés de gauche ne doivent pas voter l'ANI !

Les parlementaires du Front de Gauche à l'Assemblée nationale et au Sénat ont engagé une bataille sans concession pour empêcher cette régression. Le Front de gauche appelle à se mobiliser massivement dans les jours à venir. Il interpelle solennellement les parlementaires PS, EELV et leurs alliés pour qu'ils ne retranscrivent pas ce texte en loi : ils n'ont pas été élus en juin dernier pour faire la politique du Medef ! Qu'ils n'écoutent pas ceux qui contestent la primauté du parlement : c'est à eux qu'il appartient de faire la loi. Pas au Medef ! Tous les citoyens doivent se mobiliser et manifester avec les organisations syndicales le 9 avril partout en France.

Une autre politique à gauche est possible.

Le Front de Gauche s'adresse pour cela à toutes celles et tous ceux qui, souhaitent une politique en rupture avec la financiarisation de la société et le productivisme.

L'alternative à l'austérité, c'est possible !

Retrouvez toute l'actualité du Front de Gauche sur le site :

www.placeaurope.fr

Parti Communiste Français - Parti de Gauche - Gauche Unitaire
Fédération pour une Alternative Sociale et Ecologique - République et Socialisme -
Convergences et Alternative
Parti Communiste des Ouvriers de France - Gauche Anticapitaliste - Les Alternatifs

Une autre politique à gauche est possible.

Le Front de Gauche s'adresse pour cela à toutes celles et tous ceux qui, souhaitent une politique en rupture avec la financiarisation de la société et le productivisme.

L'alternative à l'austérité, c'est possible !

Retrouvez toute l'actualité du Front de Gauche sur le site :

www.placeaurope.fr

Parti Communiste Français - Parti de Gauche - Gauche Unitaire
Fédération pour une Alternative Sociale et Ecologique - République et Socialisme -
Convergences et Alternative
Parti Communiste des Ouvriers de France - Gauche Anticapitaliste - Les Alternatifs